

L'insécurité persiste en République centrafricaine : Étude à Paoua, Bangassou et Obo

Rapport 4 (SFB700, projet C10) – Mars 2016

Le projet de recherche du GIGA-IAA sur la gouvernance de sécurité, réalisé dans le cadre du programme SFB700 de la Fondation allemande pour la recherche, a pour objectif de comprendre les relations entre les acteurs et les institutions impliqués dans le maintien de la sécurité et de la stabilité dans les régions éloignées de la capitale. Ainsi, le projet cherche à déchiffrer les mesures et les structures qui contribuent à la stabilité et à la cohésion sociale ou les ébranlent. Le projet porte à la fois sur le Soudan du Sud et la République centrafricaine. Ce rapport de recherche présente les principaux résultats de huit semaines de travail réalisé sur le terrain en Centrafrique début 2016. Nous, Professeur Dr. Andreas Mehler, Dr. Lotje de Vries et Tim Glawion, avons revisité les trois localités que nous avons déjà visitées lors de notre première séjour en début 2015: Paoua dans la préfecture de Ouham-Pende, Bangassou dans la préfecture de Mbomou et Obo dans la préfecture de Haut-Mbomou. Dans chaque localité, nous avons parlé à des autorités de l'État ainsi qu'à des acteurs clés comme des chefs de tribus, des commerçants et des responsables religieux. Nous avons aussi organisé des groupes de discussion thématiques avec différents groupes de la société.

Compte tenu des élections pacifiques qui se sont tenues début 2016, des autorités étatiques qui se redéployent lentement vers les périphéries et de la mission des Nations Unies bientôt au plus fort de ses capacités, il semblerait que la République centrafricaine entre dans une phase d'après conflit. Cependant, des recherches à Paoua, Bangassou et Obo ont montré que les structures de sécurité et les acteurs de cette « phase d'après conflit » ne se distinguent guère de ceux du conflit. Une dégradation de la sécurité pourrait être imminente si les réalités locales ne sont pas prises au sérieux. Beaucoup de choses ont été remises à « après les élections », ce qui signifie que la pression sur et les efforts attendus de la nouvelle présidence sont immenses. Afin de limiter toute exaction de groupes armés non-étatiques, le redéploiement de l'armée (FACA) est constamment considéré. Pourtant, dans le passé, la FACA faisait plus souvent partie du problème que de la solution – comme cela était le cas encore récemment à Obo. La mission des Nations Unies remplit le vide étatique par un nombre croissant de personnel, mais continue à avoir des difficultés à maintenir l'ordre. Cela découle en partie de la focalisation sur les confrontations et les atrocités entre Séléka et anti-Balaka, deux entités prétendument opposées qui n'ont jamais véritablement existées en tant que telles. Ceci a maintenant abouti à de longues tensions intercommunales. Continuer de traiter ce problème par des approches à l'échelle nationale, comme la standardisation du processus DDR, risque ainsi d'exacerber davantage les sentiments locaux de marginalisation. Néanmoins, des signes positifs ne doivent pas être négligés : la focalisation sur la distinction entre chrétiens et musulmans s'est affaiblie dans les trois localités (bien qu'il semblerait qu'elle se soit accentuée dans la capitale Bangui), un grand espoir d'un meilleur avenir a émergé des élections et la grande majorité des Centrafricains est fortement opposée à un prolongement des luttes.

Bangassou, capitale de la préfecture de Mbomou, à 740 km de Bangui :

Bangassou est la capitale de la préfecture de Mbomou qui compte environ 180 000 habitants. La ville a une frontière commune avec la République démocratique du Congo (RDC) qui se trouve de l'autre côté de la rivière. Les perceptions de sécurité sont divisées entre un sentiment de sécurité relativement élevé dans la ville et une insécurité continue dans les environs causée par des groupes ex-Séléka et plus récemment par l'Armée de résistance du Seigneur. Beaucoup de résidents locaux souhaitent éliminer ces groupes mais n'ont pas les moyens de le faire. MINUSCA, de l'autre côté, a la capacité mais préfère négocier avec des groupes ex-Séléka dans l'attente d'une possible (ré)intégration dans un cadre étatique. Le niveau relativement élevé de sécurité dans Bangassou reste fragile : des institutions étatiques de maintien de l'ordre se sont redéployées à Bangassou, réanimant lentement d'anciennes chaînes de justice étatique. Pourtant leur impact positif risque d'être de courte durée car certains liens clés souffrent toujours de dysfonctionnement comme par exemple la prison et la cour d'appel, ce qui empêche la condamnation de criminels. MINUSCA a une forte présence dans la région – multiples patrouilles jours et nuits, véhicules armés, et contrôles aux quatre entrées de la ville, rendant le développement d'importants incidents improbable. Leur efficacité à faciliter la conciliation entre les acteurs est par contre limitée. Ainsi, des

institutions de maintien de l'ordre alternatives et non-étatiques – un comité de médiation et des groupes d'autodéfense – continuent à jouer un rôle crucial à travers l'exercice pérenne de leurs activités. Malgré que ces groupes d'autodéfense soient souvent efficaces dans la réduction du crime dans leurs quartiers, ils pourraient diviser la société à long terme, car leurs membres – regroupés par arrondissement et ethnie – sont méfiants envers tout étranger. De plus, leurs origines chevauchent celles des groupes de bandits. Bangassou nécessite le changement de perceptions protectrices « contre » d'autres groupes vers des tentatives plus fortes d'intégration pacifique de différents acteurs.

Obo, capitale de la préfecture de Haut-Mbomou, à 1300 km de Bangui :

Obo, la capitale de la préfecture de Haut-Mbomou, est une région peu peuplée dans le triangle que forment le Soudan du Sud, la RDC et la Centrafrique. La ville n'a jamais été affectée par la crise qui a envahie la majorité du pays. Des tensions entre les communautés de Peulh, Musulmans et Zande ont été maîtrisées grâce à la présence de l'armée ougandaise (UPDF) ainsi que de leurs conseillers américains à la recherche de Joseph Kony. Obo est un des rares endroits où la FACA, en tant que partenaire dans cette mission, est toujours restée (en partie) déployée. Quand le contingent, après avoir été bloqué pendant plus de deux ans, a finalement été remplacé par de nouveaux éléments, la cohésion sociale a été mise en danger. Suite à l'arrestation d'un jeune musulman qui transportait des munitions, les tensions dans le quartier musulman ont augmenté et la FACA a pris position afin de – semble-t-il – prendre en charge le quartier comme ils l'avaient fait à Bangui. Grâce à l'intervention du préfet, soutenu par des forces ougandaises, la situation a pu être maîtrisée et le lieutenant de la FACA a été renvoyé à Bangui afin d'être remplacé par un commandant plus modéré. Ainsi, l'UPDF continue à jouer un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre à l'échelle locale. MINUSCA a commencé à se déployer en octobre, mais la population n'a pas d'images claires quant à leur rôle précis au-delà de celui d'organiser et de sécuriser les élections. Les forces de sécurité locales sont limitées à un commissaire de police agissant seul avec quelques auxiliaires. Alors qu'Obo se voit confronté aux multiples défis, les forces de sécurité, les élites locales et les ONG restent focalisées sur la menace persistante de la LRA dans la région.

Paoua, préfecture de Ouham-Pende, à 490 km de Bangui :

Paoua est la capitale d'une des sous-préfectures les plus peuplées du pays. Les frontières proches avec le Tchad et le Cameroun offrent des opportunités commerciales, mais amènent aussi des défis majeurs comme les incursions de bandits tchadiens et, présumément, celles de l'armée tchadienne. Les forces françaises Sangaris ont délivré la ville de l'occupation Séléka à la fin 2013, mais l'ex-Séléka (MPC) a regagné du terrain au Nord. Le groupe rebelle Révolution et Justice (RJ), groupe formé à l'origine pour protéger les citoyens contre l'ex-Séléka, a perdu de sa cohérence; le dirigeant politique de la RJ a rejoint le gouvernement de transition à Bangui et a visiblement perdu le contrôle de certains de ses commandants locaux. Ironiquement, les commandants du MPC et de la RJ ont formé une alliance début 2016. Une méfiance profonde entre la Kaba dominante et les communautés autochtones Tali est nourrie par les groupes armés qui reprennent une distinction ethnique: les RJ Kaba contre les groupes des patriotes (GP) Tali. Des jeunes de ce dernier groupe ont bloqué l'accès à la ville par deux axes routiers principaux, puis se sont fait attaquer par une alliance RJ/MPC. La division entre Kaba et Tali a remplacé les tensions entre chrétiens et musulmans, qui ont perdues en importance grâce à une médiation fructueuse et à la protection du contingent camerounais de la MINUSCA, qui est autrement fortement critiqué. Des autorités étatiques retournent lentement à Paoua, mais la police et la gendarmerie sont toujours en manque de personnel et d'armes. Une commission de médiation composée de responsables religieux et d'un ancien commandant de l'APRD prend contact avec des groupes armés et leur conseille de déposer les armes. Toujours est-il que tous les groupes armés attendent avec impatience les bénéfices attendus du programme DDR à grande échelle qui doit encore prendre des contours clairs.